

Domaine Public DP

1025

JAA
1002 Lausanne

31 janvier 1991
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

30% de bacheliers, et après...

L'Europe bouscule les traditions ou les conformismes au-delà du champ des négociations ouvertes avec Bruxelles. L'éducation, cette citadelle des souverainetés nationales, régionales, cantonales, ne semble concernée que par le principe de la libre circulation des personnes qui implique une reconnaissance réciproque des diplômes. En apparence, la règle semble la même que celle de la circulation des marchandises où une norme technique propre à un seul pays ne doit pas dissimuler un protectionnisme de fait; un diplôme ne saurait de même réserver des chasses gardées.

En fait, le système d'éducation touche à la vie d'une société. Rien à voir avec la forme des prises électriques ou le diamètre des conduites sanitaires.

Donc la Suisse se distingue en Europe par un taux très bas de maturités ou de bacs: même pas 15% contre 30 ou 40% chez nos voisins.

Ce très faible quota a deux explications: une sélection plus forte et l'existence de voies parallèles, diverses selon les cantons, aboutissant à des diplômes de culture générale plus ou moins spécialisés (pédagogiques, commerciaux).

Le 30% qui est un doublement et que l'on prétend viser sera atteint plus facilement qu'on ne pourrait l'imaginer. De deux manières. D'abord par un élargissement du recrutement gymnasial. En fait il est déjà en cours. Les Vaudois, par exemple, vont voir refluer les baraques dans la cour de tous les gymnases en attendant la construction de un, deux, trois établissements supplémentaires. D'autre part, il y aura changement d'étiquettes. Les diplômes cantonaux seront (ou sont, la décision est déjà prise pour les Romands et les Tessinois) des titres équivalant à la maturité, donc euro-convertibles et donnant accès à l'Université, sous certaines conditions.

Cette révolution, à ce stade, ne sera donc pas aussi coûteuse qu'il semble. Le bac et ses équivalents deviendront ce qu'était (dans le canton de Vaud) le certificat d'études secondaires: ouvert

aussi à ceux qui entraient directement dans la vie professionnelle. A la fin du siècle, la société, plus riche, va offrir un supplément de formation.

Les choix difficiles commencent après. Il y en a deux qui ne sont pas posés clairement: la mission de l'Université et l'allocation des ressources disponibles.

Il semble exclu que l'Université puisse sans autre doubler sa capacité d'accueil, même si on lui en fournissait les locaux et les moyens. A côté des facultés qui font connaître très haut leurs exigences, telle la médecine, on assistera — on assiste déjà —, notamment en sciences humaines, à un gonflement des effectifs avec ses effets inévitables: une scolarisation de l'enseignement et une sélection tardive avec des taux d'échec dépassant 50%. Ce qui est un énorme gaspillage de forces, d'argent et d'espoirs.

Selon Moritz Arnet, secrétaire général de la Conférence des directeurs de l'instruction publique, il faut envisager, et il s'y emploie en collaboration avec l'OFIAMI, la création d'écoles spécialisées non universitaires.

Cette proposition est digne d'être explorée, mais elle a, il faut le dire d'emblée, ses limites et ses dangers: elle renforce les formations très longues, jusqu'à vingt-cinq ans, qui sont de dépendance financière et sans contact avec la vie professionnelle. Et l'on n'écarter pas le risque, après l'égalisation des diplômes, de recréer des «voies à complexe d'infériorité» face à l'Université qui continuera à être dispensatrice de titres de haut prestige social.

Il faudrait étudier en priorité de nouvelles formes d'apprentissage, propres à intéresser de nombreuses professions du tertiaire. Elles ne seraient accessibles qu'à partir d'un bac. Elles auraient le mérite d'établir un contact direct avec la vie professionnelle, de casser partiellement la dépendance financière; la formation théorique qui devrait rester importante pouvant être

AG

(suite à la page 3)

L'assurance tous risques

(jd) Depuis 1973 nous le savons: notre approvisionnement en produits pétroliers est aléatoire, tributaire d'une crise politique ou d'un conflit au Proche-Orient. Cette dépendance fragilise aussi bien notre balance commerciale — lorsque les prix augmentent — que nos systèmes de transports et de chauffage. Ces dix dernières années, la consommation mondiale de pétrole a augmenté de 18%, une évolution perverse qui non seulement contribue au réchauffement de la planète mais encore accroît les ressources financières des pays producteurs et favorise leur politique d'armement, créant ainsi les conditions d'une nouvelle crise. C'est donc à propos que le *Tages Anzeiger* affirme que les économies d'énergie constituent la prime d'assurance la plus économique contre les risques de crise (édition du 17 janvier 1991).

La Suisse, pas plus que les autres pays industrialisés, ne semble avoir pris conscience de cet enjeu. Et la politique officielle de substitution du pétrole ne se concrétise que marginalement dans les faits. Certes l'économie helvétique

consomme aujourd'hui un tiers de pétrole en moins par unité produite. Mais en chiffres absolus la demande n'a pas baissé depuis 1973; elle est même en progression depuis 1981. Ainsi la consommation de carburant des véhicules à

moteur et des avions a progressé de 80% en vingt ans et représente aujourd'hui près de la moitié de notre demande en or noir. Et les voitures mises sur le marché ne se distinguent guère de celles des années septante pour ce qui est de la consommation d'essence. Pire, la tendance des Suisses à acquérir des véhicules toujours plus puissants et donc voraces en énergie reflète bien cet aveuglement. Pourtant des solutions existent qui permettraient de nous libérer ou du moins d'atténuer fortement notre dépendance.

Nous savons qu'une augmentation du prix de l'essence de 35 à 45 centimes ferait immédiatement chuter la consommation de 10 à 15%. Plus efficace et conforme aux mécanismes du marché, l'écobonus permettrait à la fois de modérer l'utilisation du pétrole et de faire payer aux consommateurs les nuisances qu'ils causent, sans pour autant enrichir l'Etat puisque ce mécanisme consiste à redistribuer la masse financière ainsi prélevée au profit de ceux qui consomment peu. Ces incitations de caractère économique favoriseraient la pénétration sur le marché de véhicules peu voraces en énergie — ils existent déjà — et à propulsion électrique. Le potentiel d'économie de carburant représente près d'un tiers de la consommation actuelle. Ce potentiel est plus important encore dans le domaine de la production de chaleur. A court terme une réduction de la consommation de 20% est possible grâce à des mesures d'assainissement économiquement rentables. A plus long terme et grâce aux connaissances techniques existantes, cette réduction pourrait atteindre 40% de la consommation. Une amélioration systématique de la qualité thermique du parc immobilier exige néanmoins un gros effort d'investissement et un programme de subventions.

La majorité du peuple a accepté le moratoire nucléaire et des compétences énergétiques pour la Confédération. Mais, si l'on en croit un sondage, cette même majorité n'est pas prête à donner son aval à une augmentation des prix de l'énergie. La conscience des problèmes liés à l'énergie et à l'environnement reste donc encore abstraite. Pour faire admettre des solutions concrètes, efficaces et rapides, faut-il espérer des ruptures d'approvisionnement plus sévères encore et une détérioration écologique plus avancée ? ■

RÉGIONS

Le cœur de l'Europe

(cfp) Trois quotidiens, *Le Monde*, *Basler Zeitung* et *Stuttgarter Zeitung* ont collaboré à la publication, le 22 janvier, d'un cahier consacré à la région d'Europe formée par l'Alsace, le Bade-Wurtemberg et ce que les Français ont appelé le Pays de Bâle (les deux demi-cantons de Bâle et une partie voisine des cantons d'Argovie, de Soleure, de Berne et du Jura). Cette région, dont le dynamisme européen a déjà été signalé dans DP, compte plus de onze millions d'habitants et onze villes de plus de 100 000 habitants (deux en Alsace, huit en Bade-Wurtemberg et Bâle).

Chaque rédacteur en chef introduit le cahier par un éditorial dont les trois titres donnent le ton: «Les marges au centre» (*BaZ*), «1993 avant l'heure» (*Monde*) et «Le triangle d'or» (*Stuttgarter*).

Tous les articles n'ont pas été intégralement traduits, mais certains ont été groupés ou résumés, ce qui signifie que tous les sujets ont été abordés. La présentation s'adapte aux habitudes de chaque support, donc pas de photos

dans *Le Monde* mais des dessins, alors que des reproductions en couleur sont présentées dans la *BaZ*. Une illustration commune est présente dans les trois journaux, c'est une gouache de Tomi Ungerer, le dessinateur alsacien connu au-delà des frontières de son pays.

Le numéro n'hésite pas à aborder des sujets délicats, qui sont souvent des pommes de discorde, comme les transports, la pollution, la ruée des investisseurs suisses, les frontaliers alsaciens dans les deux régions voisines. D'autres sujets suscitent l'espoir: coopération entre Universités, mise en place de structures originales de coopération, tentative d'imaginer une cité franco-allemande groupant Strasbourg et Kehl. Dans un long article historique, résumé dans *Le Monde*, le Bâlois Markus Kutter développe l'idée d'une «Euro-région» qui naîtrait dans le sillage de l'unification de l'Europe. Il est permis de rêver, mais est-ce que les Zurichois, par exemple, accepteraient d'être exclus d'un si proche nouveau triangle d'or ? L'exemple historique de Rotweil, oublié par la Confédération dont cette ville faisait partie, incite à ne pas se faire trop d'illusions. Un fait reste certain, une volonté européenne trouve un terrain fertile dans la *regio basiliensis*.

A qui profite le Golfe ?

(y) Sur le terrain, il se peut que les combats désignent un gagnant. Mais humainement, politiquement, la guerre met tout le monde dans le camp des perdants. Sur le plan économique et financier, les choses sont plus nuancées: il y a ceux qui enregistrent les commandes et ceux — plus nombreux — qui paient les factures; et il y a la Bourse qui ne manque pas cette occasion pour faire la démonstration de toute son irrationalité volatile comme de la subjectivité de ses opérateurs.

Dans tout conflit apparaît une catégorie de profiteurs universels: les faucons et leurs fournisseurs. Dans le cas de la guerre du Golfe, le déclenchement des hostilités, attendues comme un jour de grande première après plus de cinq mois de répétitions et de mise en place des décors, a encore accéléré la marche des affaires des marchands d'armes et d'autres équipements stratégiques. Leurs stocks se vident et leurs carnets de commandes se remplissent pour d'énormes acquisitions et achats de renouvellement. A la corbeille, les cours des sociétés du complexe militaro-industriel ont pris l'ascenseur et ne faiblissent pas, ce qui redonne espoir à leurs actionnaires passablement malmenés ces dernières années.

La revanche du 26 novembre

En bref, tous ceux que le désarmement effectif attristent ont de quoi se frotter les mains. Et tous ceux que les aspirations pacifistes des populations agacent au plus haut point dénoncent l'inconscience, la naïveté, l'angélisme, les «options candides» des héritiers du *flower power*. En Suisse, les libéraux romands et une large frange des radicaux allemands ont donné le ton: dans notre pays aussi, l'état de guerre est virtuellement déclaré, la défense générale doit s'organiser et «l'état de préparation» se préparer. Quant à l'armée, elle doit enfin stopper sa réforme — nécessité fait loi. Et toutes les inventions de Kaspar Villiger pour lâcher du lest n'y changent rien; et encore moins les propositions de la commission Schoch, qui focalisent la hargne rageuse des traîneurs de sabres helvétiques.

Ce discours ne fait évidemment pas dans la nuance. Les intérêts en jeu l'interdisent. Et de regretter publiquement le re-

dimensionnement des dépenses militaires, la modification du programme d'armement 90 («des bottes à la place des avions»), les hésitations à propos du nouvel avion de combat. Tous montent au front pour organiser la revanche de l'échec non pas arithmétique mais psychologique du 26 novembre 1989.

De toute évidence, Saddam Hussein est le complice objectif des militaires de tous les pays, comme des financiers qui les soutiennent. Y compris des galonnés suisses et de leurs porte-parole politiques, unis dans l'urgente nécessité de choisir enfin et d'acheter un nouvel avion pour notre armée de milice. Plus question d'évaluer à tort et à travers, il faut passer commande sans autre détour que la procédure parlementaire — dure concession aux mœurs démocratiques, mais comment l'éviter ?

Il y avait longtemps que les couloirs du Palais fédéral n'avaient plus entendu autant de bruits de bottes, ni des propos empreints d'une aussi mâle fermeté. Les mêmes qui avaient milité contre l'adhésion de la Suisse à l'ONU, à leurs yeux incompatible avec la neutralité suisse, se félicitent de la participation helvétique au boycott de l'Irak et plus encore de l'engagement des «forces onusiennes» venues faire la police dans les déserts du Proche-Orient.

Le montant de la facture

Cette opération de gendarmerie mondiale coûte chaque jour 1,6 milliard de nos francs, soit 48,4 milliards par mois de guerre ouverte, soit, selon le Centre pour les études sur la défense, rattaché à l'Université de Londres: 5 milliards pour le remplacement de 100 avions, 5,9 milliards pour celui de 1 300 chars de combat, 2,2 milliards pour les véhicules blindés, 14,4 milliards pour la munition, 1,8 milliard pour les carburants, 8 mil-

liards pour les transports, 4,3 milliards pour la logistique, 6,2 milliards pour l'appel de réservistes et 0,6 milliard pour la solde des militaires.

Quant à la facture de 42 milliards de francs pour la présence des forces «alliées» dans le Golfe avant le 16 janvier, elle demeure en grande partie impayée; l'ardoise ascende encore à 28 milliards. Sans compter les efforts consentis à l'arrière par les pays voisins de la région du Golfe (Israël, Turquie) ou non (Suisse comprise).

Tout ce pactole suscite des convoitises et surtout des occasions d'affaires. Comme si Oerlikon-Bührle, Vickers, Lockheed, Honeywell, McDonnell-Douglas et les autres allaient nous sauver de la récession. ■

30% de bacheliers, et après...

(suite de la première page)

donnée conjointement par l'Université qui y trouverait une nouvelle mission et les formateurs de ce secteur professionnel. Cette symbiose serait d'ailleurs bénéfique.

La formation professionnelle avec bac pourrait avoir son prestige propre et être bien assurée dans ses débouchés. Elle pourrait être de vocation et non de résignation. Dès maintenant, lançons le débat! Enfin le coût social est un élément important. Les formations longues sont à mettre en regard de la croissance de la population inactive. Si le poids en est trop lourd, ce sera au détriment des couches sociales les moins favorisées, un facteur de société à deux vitesses. Car en ce domaine doivent être aussi prises en compte deux autres exigences: celle de la réinsertion professionnelle des femmes, celle du crédit de formation auquel ont droit ceux qui ont suivi des filières courtes, économiques pour la société, et qui à un moment de leur vie sont motivés par un dépassement de leur condition professionnelle.

AG

La Suisse, mon affaire

(jd) Fâché l'ami Meienberg ! Fâché contre tous les esprits de gauche comme de droite qui évoquent froidement la disparition de la Suisse. L'écrivain et historien alémanique s'en prend vertement à eux tous dans le manifeste «Sauvez la Suisse, coûte que coûte» publié par la *Weltwoche* (10 janvier 1991): Ernst Mühlemann, conseiller national radical et directeur à l'UBS — «La suppression de la Suisse est du domaine du possible»; le directeur de la TV alémanique qui voit parfaitement la Romandie se fondre dans la France et le Tessin dans l'Italie; le philosophe Hans Saner — «C'est la fin de ce pays»; la pseudo-gauche qui trompette à l'envi son slogan «700 ans ça suffit !»; le correspondant du *Spiegel* pour qui la Suisse a perdu sa raison d'être et n'en a pas trouvé de nouvelle; l'éditeur du grand journal allemand *Die Welt* qui qualifie la Suisse de «diviseur d'Etat».

Arnold Koller
moins mauvais que Helmut Kohl

L'auteur de *Reportages en Suisse* et de plusieurs études historiques peu tendres pour l'image officielle du pays tient à la pérennité de l'Helvétie, avec un autre visage certes, mais autonome et diverse et maintenant l'expression directe de la volonté démocratique. L'Allemagne fédérale lui fait horreur qui a pu englober l'ancienne RDA sans même un vote populaire, tout comme l'idée que les régions linguistiques de la Suisse pourraient rejoindre les grandes puissances voisines, une hypothèse qui rappelle désagréablement les plans de l'Europe fasciste. Un démembrement qui conduirait tout droit à la marginalisation des différentes parties du pays. Et puis Arnold Koller est moins mauvais que Helmut Kohl et notre système plus facilement contrôlable.

La crainte de la domination allemande sur l'Europe conduit Meienberg à préconiser que les Alémaniques se rapprochent vigoureusement de la Suisse latine, de manière à ce que notre pays, avec la France, l'Italie et l'Espagne, puisse faire contrepoids à «l'impérialisme économique teuton». Concrètement, que les écoliers d'outre-Sarine apprennent le français et l'italien, que les écrivains

alémaniques écrivent des livres qui donnent lieu à controverse dans tout le pays et contribuent ainsi à relier les régions linguistiques, que les étudiants soient contraints d'effectuer une partie de leurs études dans une autre région, de même pour la formation professionnelle des journalistes. Meienberg va même jusqu'à proposer l'élection populaire d'un président de la Confédération aux compétences étendues, pour obliger les candidats à faire campagne dans tout le pays, à se faire connaître et accepter, et ainsi resserrer le lien politique entre les régions.

Retour d'exil

Coïncidence ? Dans le même temps ou presque (*Die Weltwoche*, 13 décembre 1990) un jeune écrivain alémanique annonce son retour au pays réel. Hansjörg Schertenleib, militant actif du mouvement des jeunes en 1980 à Zurich, a

vécu douloureusement le refus du dialogue et la réaction sèche et parfois même brutale des autorités: «Une ville, un pouvoir qui venaient à moi le plus souvent sous la forme de policiers matraqueurs, ne permettaient pas de s'identifier, de reconnaître une patrie.» D'où l'exil dans la littérature, le retrait dans les amitiés et l'expression artistique et le refus de l'engagement politique et social.

Dix ans plus tard Schertenleib vit la crise de l'Etat suisse — «Kopp, Shakarchi, fiches, P26» — comme une crise du rapport qu'il entretient avec son pays. Et il s'annonce rentrant, sans savoir très précisément quelles formes prendra son engagement. «La Suisse en effet doit être défendue. Pas tant contre l'extérieur que contre l'intérieur, contre ceux tout à l'intérieur, ceux qui sont au centre du pouvoir. Lors de l'été chaud de 1980, nous nous sommes laissés mettre de côté, nous avons pris congé de ce pays qui doit pourtant être aussi le nôtre. Je suis de retour. Car ce pays nous appartient à nous aussi et pas seulement aux autres.» ■

NATURALISATIONS

Le moment d'être ouvert

(pi) La naturalisation des étrangers est avant tout l'affaire des cantons; le passeport suisse n'est en effet délivré qu'après l'obtention du droit de cité cantonal et communal, sauf pour certains cas précis où une décision fédérale suffit. Et on ne s'est généralement pas privé, à chaque échelon, de faire valoir ses prérogatives. Ainsi dans le canton de Vaud les postulants doivent-ils être entendus par une commission du Conseil communal de leur commune de résidence, puis par une commission du Grand Conseil, la décision finale revenant aux deux législatifs. Cette manière de procéder montre bien que la citoyenneté suisse ne s'obtient pas lorsque certaines conditions objectives sont remplies (durée de séjour, naissance sur sol suisse, etc), mais se mérite par la réussite d'un examen de passage.

Devant modifier la loi sur le droit de cité vaudois pour l'adapter au droit fédéral, le Conseil d'Etat fait un très modeste pas dans la bonne direction. Il substitue

en effet à «l'assimilation» des us et coutumes vaudois «l'intégration» à la communauté vaudoise comme une des conditions subjectives nécessaires à l'obtention du droit de cité. Mais surtout, il propose de s'arroger le droit de décision (en lieu et place du Grand Conseil) pour les jeunes de la deuxième génération ayant accompli toute leur scolarité obligatoire en Suisse et au bénéfice d'un permis d'établissement. En clair, il n'y aurait donc pour ces candidats plus qu'une audition et une décision communale, le Conseil d'Etat statuant sur cette base.

Tout le monde au même tarif

Il faut naturellement saluer cette simplification, mais il faut aussi s'étonner de son manque d'audace. Il serait parfaitement justifié de se contenter de la procédure communale pour l'ensemble des candidats au passeport suisse qui répondent aux exigences fédérales (durée du séjour notamment). Un pas de plus pourrait même être franchi par le renoncement à tous les critères subjectifs, tels que l'intégration à une communauté. Un certain nombre d'années passées en Suisse, l'absence de poursuites pé-

Le logement par le petit bout de la lorgnette

(fb/jd) Belle unanimité des partis politiques avant les dernières élections cantonales pour affirmer la nécessaire protection de l'intégralité de la zone agricole, prise en compte de la sensibilité écologique oblige. Mais la pénurie de logements bon marché a contribué à rapidement désagréger les rangs des défenseurs du poumon vert de Genève. De partout surgissent des projets — ici ville nouvelle, là déclassement d'une ancienne gravière en bout de piste de l'aéroport ! — qui tous sacrifient l'intégrité de la zone agricole sur l'autel du logement.

Crise du logement: le mot magique qui fait se lever les étendards et force les décisions, le plus souvent irréflechies et en général d'une efficacité douteuse.

nales, etc., devraient suffire à obtenir la nationalité suisse sans qu'une commission d'élus interroge les candidats sur la recette du papet vaudois ou sur la signification du 24 Janvier, par ailleurs inconnues de la majorité des «vrais» vaudois.

Ce projet frileux est d'autant plus surprenant qu'une majorité semble exister pour soutenir un texte plus audacieux: la gauche a toujours été favorable à une certaine ouverture dans ce domaine; et à droite, le Centre patronal critique le conservatisme du projet gouvernemental. Certains se battent pour que les étrangers obtiennent des droits civiques. Faciliter la naturalisation nous semble être une meilleure voie, pour deux raisons: l'intégration des étrangers serait mieux réalisée et nos statistiques pourraient soutenir la comparaison internationale. Car lorsque les autorités annoncent des records dans la proportion d'étrangers résidant en Suisse, elles omettent de préciser qu'une bonne partie de ceux-ci, s'ils vivaient en France ou en Allemagne, seraient Français ou Allemands. Il est simplement ridicule que des personnes nées en Suisse et y ayant suivi leurs écoles ne puissent pas obtenir le passeport suisse par une simple démarche administrative.

Le projet du Conseil d'Etat peut encore être amendé par les députés. Espérons que ce sera dans le sens d'une plus grande ouverture. ■

Quand donc autorités, partis politiques et organisations intéressées se mettront-ils autour d'une table pour analyser les véritables dimensions de ce problème et se donner ainsi les moyens d'y apporter des solutions réelles ?

Limitier les emplois

Il faut le dire et le redire: quel que soit le nombre de logements construits, la crise ne fera que s'accroître si le nombre de nouveaux emplois augmente plus rapidement encore. Rompre avec cette logique du cercle vicieux pour détendre le marché, c'est décider d'inverser ce rapport en limitant le nombre des nouveaux emplois à un niveau inférieur à celui des logements susceptibles d'être construits. Donc de mettre en œuvre des politiques économique, fiscale et d'aménagement du territoire adéquates à cet objectif.

Or on est loin d'observer une telle volonté politique de maîtriser la situation. Face à l'impossibilité désormais de «construire la ville en ville» — l'agglomération connaît déjà une densité excessive —, face aux résistances à l'égard du déclassement d'une partie de la zone villas pourtant surdimensionnée, le consensus est en voie de se faire sur la solution de facilité: la zone agricole qu'on peut déclasser ponctuellement à un prix avantageux et sans toucher aux intérêts de groupes particuliers. En veillant à ne choisir que des parcelles sans grande valeur agricole, on ménage les paysans.

Ce soudain intérêt pour la zone agricole a peine à camoufler une fuite en avant devant la responsabilité d'aménager le territoire dans un cadre régional. C'est

dans cette perspective globale seulement que doivent s'inscrire la problématique du logement et ses solutions. Dans un récent rapport, l'Interassar, association des architectes genevois, constate que la région se développe sans plan d'ensemble selon le modèle de la pieuvre: croissance centrée sur Genève et suivant les axes routiers et ferroviaires, avec comme conséquence une surdensification de la ville qui cumule toutes les fonctions centrales et reporte sur la région les déséquilibres qu'elle crée: ainsi la croissance continue de l'emploi au centre engendre des besoins en logements à la périphérie, d'où une énorme banlieue éclatée. L'Interassar préconise pour sa part un développement en réseau basé sur une série de pôles urbains hiérarchisés.

Un aménagement du territoire harmonieux ne peut s'inscrire que dans un tel contexte régional. Au niveau de décision proprement genevois, cette exigence exclut la promotion du logement au gré de déclassements opérés selon la règle de la moindre résistance. Si l'objectif est de définir de nouvelles zones d'urbanisme, pourquoi ne pas remettre en question le zonage actuel et ne pas définir les régions du canton les plus propices à l'habitat — par exemple en termes d'équipement et de communications mais aussi de qualité de vie ? Peut-être constatera-t-on que c'est sur le plateau de Cologny (la côte d'or genevoise) plutôt que sur la rive droite qu'il est souhaitable de construire les logements de demain...

Une perspective régionale et globale

C'est dans cette perspectives seulement, à la fois régionale et globale, qu'est acceptable un débat sur un nouveau découpage des zones, mais en préservant absolument l'équilibre quantitatif actuel entre périmètre bâti ou à bâtir et zone inconstructible.

La situation genevoise n'a rien d'exceptionnel. Il suffit de parcourir le Plateau suisse pour constater les ravages du scénario de la pieuvre, un scénario favorisé à la fois par une offre de terrains à bâtir surdimensionnée — 40% de la zone à bâtir sont actuellement inutilisés, une surface qui permettrait de loger 10 millions d'habitants — et par une offre de mobilité en constante augmentation. ■

L'INVITÉ DE DP **GATT: La dernière ligne droite ?**

Les négociations de l'Uruguay round, sous l'égide du GATT, suspendues à Bruxelles en décembre à cause de l'impasse dans la question de la libéralisation des échanges agricoles, ont repris sous la forme de contacts multilatéraux tous azimuts. Sur quel (des) accord débouchera cette dernière ligne droite ? La guerre commerciale va-t-elle s'intensifier entre les grands blocs économiques (Communauté européenne, Amérique du Nord, zone Pacifique) ? Les pays en voie de développement vont-ils bénéficier d'un traitement différencié ? Les pronostics sont modérément optimistes sur les possibilités d'un accord dans les quinze domaines en négociation (textiles, services, propriété intellectuelle, etc); beaucoup dépendra du compromis réalisé dans le dossier agricole. Pour l'heure, un éclairage Nord-Sud sur les chances et les paradoxes de la libéralisation agricole en cours.

Après s'être fait longtemps tirer l'oreille, la Communauté européenne planche activement sur une réforme en profondeur de la politique agricole commune (PAC). La manne des subventions communautaires (36 milliards de dollars de soutien à l'agriculture en 1990, la moitié du budget de la CE) va être redistribuée en tenant compte de la production et de la protection de l'environnement (par des aides directes), en

abandonnant progressivement la politique de prix garantis aux agriculteurs. Objectifs avoués: en finir avec une agriculture polluante, réduire les surproductions, maîtriser les dépenses qui explosent... tout en maintenant un maximum d'agriculteurs sur leur terre. On ne peut qu'applaudir aux principes, mais dans l'application gare à la bataille entre agriculteurs (en France, 20% de ceux-ci assurent 80% de la production) et entre pays agro-exportateurs (les exportations agro-alimentaires rapportent plus de 50 milliards de FF à la France par année). Même si le contexte est différent, une semblable réorientation de l'agriculture suisse est en cours: élargissement des paiements directs pour les fonctions non agricoles, diminution des prix garantis. Si ce virage de la «multifonctionnalité» de l'agriculture (environnement, sécurité alimentaire, peuplement rural, etc) est pris, le GATT tant décrié aura joué sans le vouloir le rôle d'un utile père fouettard.

Une planète à croquer

Cela bouge aussi à l'autre bout de la planète: raisins, pommes, pêches... le Chili de Pinochet et de la nouvelle démocratie est devenu de loin le leader des exportations fruticoles du

monde: un milliard de dollars par an. Ses atouts: un climat tempéré favorable, de l'eau et des terres en abondance, une main-d'œuvre à 0,50 dollar l'heure et des multinationales bien implantées. Leader de la contre-saison sur le marché américain, les Chiliens n'attendent plus l'ouverture des frontières agricoles qu'ils réclament à grands cris avec les Etats-Unis, l'Australie, l'Argentine, le Brésil et d'autres pour accentuer leur présence en Europe. Aux fruits se joignent aussi le vin, les légumineuses que des entreprises nationales de taille moyenne créées par des producteurs se proposent de fournir sur les marchés d'Asie du Sud-Est et aux pays de l'Est. Un Chilien, fonctionnaire au ministère du commerce extérieur et opposant de toujours au régime Pinochet, rencontré à Bruxelles en décembre, résume les paradoxes: *«En prenant le pouvoir, la nouvelle démocratie chilienne s'est rendu compte que ce modèle agro-exportateur, libre-échangiste, fonctionnait. Plus d'un million de personnes sont engagées au moment des récoltes; sur le plan extérieur, après le marché nord-américain, nous voulons conquérir maintenant de nouveaux marchés de contre-saison, entre autres en Europe; sur le plan intérieur, nous devons viser une meilleure répartition des revenus, pour le reste ça marche.»*

A ma question sur les coûts énergétiques et la dépendance, il précise: *«L'exportation surtout est contrôlée par des multinationales, mais de nombreuses sociétés chiliennes y sont également présentes; ces concentrations existent aussi chez vous dans la distribution. Concernant l'environnement, c'est le nouvel argument que beaucoup de gens au Nord nous opposent, chaque fois que nous avons une filière d'exportation qui marche; et vous au Nord, vos exportations, vos touristes, vos experts, vos technologies... en avez-vous calculé le coût écologique et social ?»* Perplexité...

Intégrer tous les coûts

Répetons-le, le Nord produit 75% des gaz à effet de serre; les coûts sociaux et écologiques de la mobilité, de l'épuisement des ressources non renouvelables, des déchets, des mesures de protection, etc ne sont pas

DP **Domaine Public**

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Gabrielle Antille (ga)

Jean-Pierre Bossy (jpb),

François Brutsch (fb)

Jean-Louis Cornuz,

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg),

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

L'invité de DP: Mario Carera

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,

case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 – **CCP:** 10-15527-9

Composition et maquette: Françoise Gavillet,

Pierre Imhof, Monique Hennin

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers, Renens

intégrés dans le prix de vente des produits, ni dans le calcul fait par l'utilisateur, ni n'apparaissent dans la comptabilité nationale. Cette «externalité» n'est pas acceptable dans un système d'économie de marché. Alors ? la VW Golf à 82 500 marks, au lieu des 21 000 marks actuels, le kilo de produit phytosanitaire à 820 marks au lieu de 28 marks selon les conclusions de l'étude d'un bureau allemand commandée par le magazine *Stern* ? Qui le propose ? Qui, surtout, en accepte l'application sur une vaste échelle ? Les critères et instruments de calcul font encore largement défaut — tant la nature et l'économie fonctionnent selon des règles différentes — pour ne pas parler de la volonté politique.

Manichéisme dépassé

Le GATT, s'il était véritablement une organisation de l'ONU sur le commerce, aurait dû jouer un rôle de pionnier pour la création d'instruments à la hauteur des enjeux et adaptés aux mécanismes de l'économie de marché. Mais avec sa vision strictement économique de «l'avantage comparatif», il renforce la division internationale du travail (services financiers, distribution, communication, ingénierie, recherche au Nord; industrie lourde, textile et filières agricoles au Sud). Contrairement à ce que clame le GATT, l'alternative n'est pas entre le libre échange et un protectionnisme visant à maintenir des secteurs improductifs en activité, cette vision manichéenne devient dépassée.

A côté de règles équitables de fonctionnement, l'enjeu du commerce mondial, comme régional, consiste à introduire de nouveaux paramètres écologiques et sociaux, au service d'un «développement durable» pour l'éco-système, pour les générations futures; durable en vue de la réduction de la pauvreté: les «pays à bas revenus» rassemblent plus de la moitié de la population du globe, mais ne participent que pour 4% aux exportations mondiales (chiffres 1987) — sont-ils pauvres parce qu'ils sont exclus du commerce ou sont-ils exclus du commerce international parce qu'ils sont pauvres ? On at-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le Tigre en papier

Donc, Jean-François Sonnay a commencé par écrire un pamphlet, en collaboration avec Jacquillard, intitulé *Les Gauchocrates* — qui m'avait assez exaspéré. Puis (entre autres) un roman, qui devait être le premier volet d'une trilogie: *L'Age d'or – Soixante-huit*, qui m'avait paru médiocre, d'une écriture filandreuse — et j'en étais d'autant plus attristé que l'homme est sympathique. Or voici, toujours aux éditions de *L'Age d'Homme*, en un volume de 356 pages, les parties 2 et 3 de la trilogie: *Le Tigre en papier* — et le progrès est énorme, je dirais même spectaculaire. Et naturellement, il contribue à racheter dans une certaine mesure la première partie, en conférant aux personnages une épaisseur qu'ils n'avaient pas. Oui, je crois que *Le Tigre en papier* est un grand roman, qui marquera dans nos lettres romandes.

De quoi s'agit-il ? Des «enfants de Mai (68)», contestataires, dont certains ont rejoint les rangs des «terroristes», Bri-

tend avec un vif intérêt les réflexions du groupe «commerce et environnement» du GATT, créé en 1971, jamais réuni, mais instamment sollicité de le faire par la Suisse et ses partenaires de l'AELE. Déjà les USA et les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est ont critiqué l'initiative AELE, ne voulant pas entendre parler de réflexion sur le dumping écologique au GATT.

Heureusement que les crises des politiques agricoles du Nord vont faire entériner dans l'Uruguay round les «objectifs non économiques de l'agriculture» (la multifonctionnalité). Sauf à perdre toute mémoire ou toute logique, c'est guidé par des critères du même ordre qu'il faudra s'interroger sur les mécanismes libre-échangistes du commerce mondial. Dans ou hors du GATT.

Mario Carera

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Mario Carera est coordinateur de la communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le Prochain/Helvetas.

gades rouges ou *Rote Armee Fraktion*. Le danger avec un tel sujet, c'est celui que dénonçait en son temps Charles Gilliard, qui pour sa part évitait de parler d'événements postérieurs au XVI^e siècle: ou bien on a participé aux événements dont on parle, et l'on perd presque nécessairement toute «objectivité»; ou bien on n'y a pas participé — et l'on court le risque de n'y rien comprendre! Jean-François Sonnay me paraît échapper à ce double écueil dans la mesure où *Le Tigre en papier* ne raconte pas tellement les «hauts faits» d'un terroriste que son désenchantement. Par exemple, cette méditation de Jacques, le héros, devant l'affaire Moro, de triste et célèbre mémoire:

Que des ouvriers meurent dans des accidents du travail, que des manifestants tombent sous les balles des flics, que des fascistes posent des bombes impunément, que les pauvres du tiers monde crèvent comme des mouches et que tout cela soit la faute du capitalisme international et de ses laquais, c'était le fondement du savoir politique et humain de Jacques. (...) Or voilà que face à la vie d'un homme, les deux camps n'en formaient plus qu'un. Songeant à Moro, pseudo-prisonnier d'un peuple à qui l'on n'avait rien demandé, condamné à mort par toute la société, songeant à cet homme seul, que sa mère avait appelé Aldo quand il était venu au monde, dans une banlieue perdue de l'univers, la seule banlieue de l'univers peut-être où la vie avait pris forme humaine, Jacques ne pouvait pas ne pas être choqué par l'effrayante identité des intérêts de l'Etat et des révolutionnaires. Et on ne se moquait pas seulement de la vie, on en faisait une cérémonie publique. Les masses, les principes mangeaient les hommes et des millions d'autres hommes assistaient fascinés, lâches, au spectacle de la mise à mort. (page 143.) Comme le dit très bien la prière d'insérer, «Le Tigre en papier nous restitue (...) la mentalité particulière des années septante en un roman subtil, qui tient de l'enquête policière et du jeu de perspectives, mais qui est avant tout un témoignage humain saisissant.»

En vérité, une telle page ne me paraît pas indigne de *L'affaire Moro*, de Leonardo Sciascia. ■

Statistiques suisses

(ga) La parution d'un livre consacré à la statistique économique et sociale en Suisse doit être considérée comme un événement primordial dans le monde des économistes. En effet, un tel ouvrage faisait cruellement défaut aussi bien parmi les chercheurs et étudiants des hautes écoles que dans les administrations, les grandes entreprises et les associations qui, de près ou de loin, s'intéressent à l'économie. Deux personnes ont eu le courage de se plonger dans les dédales de la statistique officielle en Suisse, non pas seulement pour en donner une énumération descriptive, mais pour nous en fournir une analyse complète, transparente et structurée. Cette analyse discute les fondements, les concepts, les méthodes d'élaboration et les utilisations de sept domaines de la statistique, ceci en vue d'assurer une liaison toujours plus étroite entre théorie et pratique. Le Professeur P. Bohley et le Docteur A. Jans de l'Université de Zurich se sont adjoints pour réaliser cet ouvrage des spécialistes des différents thèmes traités.

Les chapitres consacrés à la statistique économique et sociale en Suisse sont précédés d'une présentation de Carlo Malaguerra sur la place et l'organisation de la statistique suisse. Selon le directeur de l'Office fédéral de la statistique, son activité doit être non seulement l'accomplissement d'une tâche administrative, mais un service public pour tous, dont le but est de parvenir à la livraison d'informations fiables, indispensables à la politique, aux administrations, à l'économie, à la science et au public, et ceci de façon conviviale. Quelques principes fondamentaux sont cités par Malaguerra pour pouvoir atteindre cet objectif: l'amélioration de la production des statistiques existantes, l'élargissement du domaine de l'information statistique, l'inscription des fondements juridiques dans une loi cadre, le renforcement de la situation de l'Office fédéral de la statistique, le développement des activités de recherche et la participation active au travail des organisations internationales.

Les thèmes traités ensuite concernant la statistique de la population, du marché du travail, du commerce extérieur, des finances publiques, les statistiques mo-

nétaires et financières, les indices de prix et la comptabilité nationale.

Cette brève énumération a un effet extrêmement réducteur de la richesse des informations que contient ce livre. Car il est plus qu'une somme de sujets juxtaposés: il présente une réflexion sur l'état et l'avenir de la statistique en Suisse. Chaque chapitre suit la même logique qui dépasse la description pour aller plus profondément vers les concepts et les méthodes de la statistique. Celle-ci n'étant pas une fin en soi, mais devant toujours mieux répondre aux attentes de ses différents utilisateurs, afin de leur fournir les informations nécessaires à la prise de décision dans de nombreux domaines économiques et sociaux. Chaque chapitre présente également une ouverture sur les résultats principaux du domaine et sur les modifications et révisions en cours ou souhaitées. Des références bibliographiques complètes et actuelles sont aussi disponibles. ■

Peter Bohley, Armin Jans: *Einführung in die Wirtschafts- und Sozialstatistik der Schweiz*. Haupt, 1990.

«DÉFISCALISER» L'ÉPARGNE Libéraux distraits

(pi) Pour faire revenir l'épargne sur les traditionnels livrets, chacun y va de son «truc» miracle censé, si ce n'est renverser la vapeur, du moins éviter que trop de nos sous ne soient placés ailleurs à des conditions plus avantageuses. Il y a un certain temps déjà que les libéraux souhaitent «défiscaliser» l'épargne jusqu'à un certain montant. L'idée a été lancée par le conseiller aux Etats et néanmoins banquier Hubert Reymond. Elle est maintenant reprise par les libéraux vaudois qui songent à une initiative législative cantonale. En clair, l'épargne jusqu'à 100 000 francs par contribuable serait libérée de l'impôt sur le revenu et la fortune. Ainsi l'épargne sur livret à 5%, non imposable, serait aussi attractive qu'un placement à terme à un taux plus élevé, mais grevé par l'impôt. L'épargne reprenant le chemin des livrets, les banques pourraient offrir des prêts hypothécaires plus avantageux.

Nous avons déjà dit (n° spécial 1019 – *La fièvre et ses remèdes*), que cette solution est inacceptable. En renonçant à un impôt, l'Etat privilégie certaines ca-

tégories de contribuables. Pourquoi favoriser celles et ceux qui ont placé leurs économies sur un livret? Les bénéficiaires d'une rente versée par une institution de prévoyance ou une assurance-vie continueront, eux, à payer des impôts sur ce revenu. Et puis rien n'indique que les banques utiliseront ces fonds exonérés pour financer des prêts hypothécaires. Rien ni personne ne pourra les empêcher de continuer à effectuer les placements les plus rémunérateurs...

Un autre écueil que les libéraux semblent avoir oublié, c'est la *Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes*, adoptée par les Chambres en décembre; aucun référendum n'est annoncé à ce jour — le délai court jusqu'au 28 mars. Ce texte légifère sur les impôts qui doivent et qui peuvent être perçus par les cantons. Or ceux-ci sont obligés de percevoir un impôt sur le revenu et la fortune; les exonérations autorisées pour certains types de revenus ne prévoient pas l'épargne. Il y a donc fort à parier qu'une initiative telle qu'annoncée par les libéraux vaudois devrait être rejetée parce que contraire au droit fédéral. ■

COURRIER L'utopie de M. Solari

Vous introduisez votre numéro 1022 avec les deux phrases suivantes: «*Les festivités du 700^e, on le sait, sont placées sous le signe de l'utopie. Choix malencontreux qui évoque plus la fuite dans un imaginaire libéré de toute contrainte qu'une volonté d'affronter les problèmes de l'heure.*»

La première supposition est inexacte. L'utopie est une idée de M. Solari afin de présenter un thème aux créateurs d'œuvres pour la partie culturelle des festivités. Dans ce contexte l'utopie ne me paraît pas mal choisie. Mais quant au septcentenaire comme tel le Conseil fédéral s'était prononcé, si ma mémoire est bonne, pour la rencontre comme trait d'union. Malheureusement, M. Solari, lui, ne fait au moins rien pour corriger l'impression erronée qui paraît être aussi la vôtre.

Max Frenkel,
rédacteur de la NZZ
pour la Suisse romande